



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALDIC FRANCE

8 Rue de l'Industrie
BP 74
63800 Cournon-D'Auvergne

Références : 20241021-RAP-63-1049-Insp exercice POI-CALDIC-Cournon

Code AIOT : 0005600341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement CALDIC FRANCE implanté 8, rue de l'industrie BP 74 63800 Cournon-d'Auvergne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée en 2 temps : le matin réalisation d'un exercice avec déclenchement du POI et l'après-midi une inspection sur la thématique sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALDIC FRANCE
- 8, rue de l'industrie BP 74 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005600341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site de Cournon d'Auvergne a été créé en 1978 par la Société des Produits Chimiques d'Auvergne. Ce site a été transféré à la société CALDIC en 1997. Il a pris le nom de CALDIC Centre en 2001.

CALDIC CENTRE conditionne et distribue, à une clientèle industrielle, des produits chimiques liquides et solides ainsi que des spécialités chimiques. Ce site est classé seveso bas par application de la règle dite du cumul.

Il emploie environ 30 personnes.

Sa surface est de 4 hectares dont 2 hectares utilisés pour son exploitation industrielle.

Il est situé dans une zone industrielle. Ses voisins les plus proches exercent une activité industrielle ou tertiaire. Sur son côté Ouest, il est longé par la voie ferrée Clermont-Ferrand – Issoire - Nîmes.

Les principaux enjeux de ce site sont les risques industriels bien que les effets en cas d'accident soient très modérés (une seule construction impactée par des effets irréversibles toxiques à hauteur d'homme et moins de 100 mètres de voie ferrée impactée par ces effets).

Les sols de ce site sont affectés par une pollution historique en 2 endroits distincts.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	zonages des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 15.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Plan d'opération Interne	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 3.2	Sans objet
6	Formation du	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	personnel	article 14.4.4	
7	Contenu des autorisations de feu ou permis d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.4.6	Sans objet
8	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.5.1	Sans objet
12	travaux de maintenance	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et l'exploitant connaît parfaitement les risques inhérents à l'exploitation. La réalisation d'un exercice avec mise en situation a pu mettre en évidence certaines lacunes quant à la gestion de crise ou du moins sur l'organisation de cette dernière et sur les rôles et les actions incombant à chacun.

L'exploitant doit poursuivre ses actions pour traiter les non-conformités relevées par les organismes de contrôle dans des délais beaucoup plus raisonnables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, émulseurs, ou produits absorbants.
Constats : L'exploitant dispose de produits absorbants placés à différents emplacements sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin d'assurer une meilleure lisibilité de l'emplacement de ces produits, une signalétique au sol ou à l'aide panneaux serait préférable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du Code du travail.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a pu fournir le jour de l'inspection les fiches de données de sécurité relatives à 2 produits, l'acétone et l'essence C. Si ces dernières sont facilement accessibles de manière dématérialisée, il apparaît que la FDS relative à l'essence est trop ancienne puisqu'elle date de 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les données des FDS ne sont pas trop anciennes (inférieures à 5 ans). L'exploitant doit obtenir de la part du fournisseur une mise à jour plus récente de cette FDS et la transmettra à l'inspection sous un délai de <u>2 mois</u>.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats :

<p>Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme habilité.</p> <p>A la lecture du dernier rapport de janvier 2024, il y a 19 non-conformités relevées par l'organisme de contrôle dont 18 sont récurrentes et pour certaines datant de 6 ans.</p> <p>Même si des améliorations ont eu lieu sur le site concernant le suivi des installations électriques, il n'est pas acceptable que des non-conformités subsistent aussi longtemps sur un site seveso bas, certaines remettant en cause la sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sous un délai de 2 mois un plan d'actions concernant le traitement des non-conformités électriques avec la priorisation des actions qui seront mises en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications après impact, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'indication des dommages éventuels subis. Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications après impact, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'indication des dommages éventuels subis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, il n'y a aucune protection contre la foudre sur le site. Une étude avait été</p>

<p>faite antérieurement mais les préconisations émises n'ont pas été mises en place. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle étude était en cours et que les devis avaient été signés pour une ARF et une étude technique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant ne respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral ni celles de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant transmettra l'ARF et l'étude technique et se conformera aux prescriptions réglementaires afin de protéger son site contre la foudre sous peine de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : zonages des dangers internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Le zonage et les consignes doivent être incluses dans le plan d'opération interne. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Le zonage et les consignes doivent être incluses dans le plan d'opération interne</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les zones de danger sont identifiables sur site, en revanche, elles ne sont pas reportées sur un plan annexé au POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit indiquer sur un plan l'ensemble des dangers inhérents au site (risque électrique, zone ATEX, risque incendie..). Un exemplaire de ce plan sera annexé au POI.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention qu'il serait amené à réaliser de par leur mission. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les opérations de fabrication mises en œuvre, -les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, -des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, -un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est régulièrement formé concernant les dangers inhérents au site. Préalablement à l'inspection, un tableau relatant les formations dispensées au personnel a été adressé à l'inspection.</p> <p>Il n'en demeure pas moins que le jour de l'inspection, un exercice POI a été réalisé et que les procédures relatives à un accident n'ont pas été appliquées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit refaire une sensibilisation à l'ensemble du personnel intervenant sur site sur les procédures d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu des autorisations de feu ou permis d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les motivations ayant conduit à sa délivrance, -la durée de validité,

<ul style="list-style-type: none"> -la nature des dangers, -le type de matériel pouvant être utilisé, -les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, -les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie,etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies par l'exploitant, relevant de la maintenance simple comme l'entretien de photocopieurs, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement intervenant pour tous travaux dans les zones de danger doivent avoir obtenu au préalable une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le dernier permis feu délivré sur le site a été consulté. il indique les travaux envisagés, la personne responsable du suivi, les zones de travaux et les moyens d'intervention</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance et détection des zones de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones de danger sont mis sous détection et disposent de boutons d'alarme qui sont reliés au SSI. Le système d'alarme fait l'objet d'un contrôle régulier par un organisme habilité. Néanmoins, une répétition de la localisation des boutons d'urgence auprès du personnel semble nécessaire eu égard aux constats réalisés le jour de l'exercice.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit refaire des actions de sensibilisation aux gestes d'urgence en cas de sinistre auprès du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 15.4
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours et d'incendie. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation en eau (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif répondant au même objectif), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.
Constats : <p>L'exploitant n'a pas de plan des réseaux, il y a une ébauche mais non finalisée. Cela est dommageable sachant que ce plan doit être annexé au POI.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant établira un plan des réseaux dont un exemplaire sera intégré au POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : <p>La tenue vestimentaire du personnel d'intervention est adaptée aux conditions d'intervention et assure une protection passive face aux différents dangers potentiels (produits chimique, flux thermique...). Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (au minimum deux appareils respiratoires isolants)</p>

est disposée dans un secteur protégé de l'établissement.
Constats : Les salariés disposent de matériel d'intervention (appareil respiratoire et tenue adaptée aux différents risques). L'inspection a demandé à vérifier le matériel respiratoire : il apparaît que si les cartouches indiquent lorsqu'elles sont vides, le matériel de ventilation n'a pas fait l'objet du contrôle réglementaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera procéder au contrôle de l'ensemble des matériels du site et adressera le rapport de contrôle à l'inspection. En outre, l'exploitant indiquera à l'inspection (via une planche photographique) où se situe la réserve d'appareils isolants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels et doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces opérations de maintenance et d'essai. La disponibilité en eau incendie et la vérification du débit disponible fera l'objet d'un essai annuel. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels et doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces opérations de maintenance et d'essai. La disponibilité en eau incendie et la vérification du débit disponible fera l'objet d'un essai annuel. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les extincteurs du site sont régulièrement contrôlés par un organisme habilité et à la lecture du dernier rapport de contrôle aucune non-conformité n'a été relevée. En revanche, les RIA ne font pas l'objet de contrôle par un organisme habilité mais simplement d'essai par le service maintenance de l'établissement. En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la vérification annuelle de débit concernant

les poteaux incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera procéder à la vérification des RIA par un organisme habilité et adressera le rapport à l'inspection. Il s'assurera annuellement du débit des poteaux incendie et transmettra le résultat à l'inspection (y compris en débit simultané).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : travaux de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.
Constats : Les travaux effectués par le service maintenance sont retracés sur des fiches permettant une traçabilité des actions faites. En revanche, il conviendrait que la traçabilité soit aussi bien mise en place concernant l'intervention d'entreprises extérieures (date, nom entreprise, nom de l'intervenant, événement traité).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La mise en place d'un suivi des interventions des entreprises extérieures sur le site permettrait une meilleure traçabilité des actions réalisées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et gestion du risque accidentel
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I) basé sur l'étude d'un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers décrivant la stratégie de l'exploitant pour limiter les conséquences d'un accident et les moyens d'intervention nécessaires à cette mission. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et

<p>matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, la stratégie et les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I ; cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, -la formation du personnel intervenant, -l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, -l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites, -la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers, -la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, -la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un POI qui a été révisé en 2022. Le matin de l'inspection, ce POI a été testé en présence des services de secours et de sécurité. Force est de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les procédures d'urgence ne sont pas pleinement appliquées par les salariés du site, • que la salle de crise envisagée par l'exploitant n'est pas opérationnelle, • que la dimension globale d'un sinistre n'est pas appréhendée par l'exploitant(prélèvements environnementaux, gestion des personnels suite au confinement, gestion post accidentelle, • qu'il manque un certain nombre de plans utiles aux services de secours
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite au compte rendu envoyé à l'exploitant concernant cet exercice, une révision du POI doit être réalisée et adressée à l'inspection. De plus, différents plans (réseaux, zonages dangers notamment) doivent être réalisés (de préférence sous format A3 plastifié) et annexés au POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>